

## **20260417# InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/70946/lespagne-ouvre-officiellement-ses-guichets-pour-regulariser-pres-dun-demimillion-de-sanspapiers>

[Actualités](#)



Des immigrés font la queue pour demander un certificat de transport public en vue d'une régularisation, à Madrid, en Espagne, le 16 avril 2026. Crédit : AP / Manu Fernandez

## **L'Espagne ouvre officiellement ses guichets pour régulariser près d'un demi-million de sans-papiers**

Par [RFI](#)

Depuis jeudi 16 avril, les guichets sont ouverts en Espagne pour les immigrés souhaitant déposer une demande de régularisation. Lancé deux jours plus tôt par le gouvernement de Pedro Sánchez, ce vaste plan est présenté comme "une nécessité" face au vieillissement de la population, mais aussi comme un levier pour soutenir l'économie, aujourd'hui l'une des plus dynamiques d'Europe.

14 ESPAGNE \_Enrobé Début de la régularisation des immigrés

[https://aod-rfi.akamaized.net/rfi/francais/audio/modules/actu/202604/14 ESPAGNE Enrobe Debut de la regularisation des immigres.mp3](https://aod-rfi.akamaized.net/rfi/francais/audio/modules/actu/202604/14_ESPAGNE_Enrobe_Debut_de_la_regularisation_des_immigres.mp3)

"Près d'un demi-million de personnes" en situation irrégulière sont concernées, a annoncé le Premier ministre socialiste, [Pedro Sanchez](#) dans une lettre aux Espagnols, publiée sur X. "Cette régularisation, [annoncée en janvier](#), est, avant tout, un acte de normalisation. Celui qui consiste à reconnaître la réalité de près d'un demi-million de personnes qui font déjà partie de notre vie quotidienne", poursuit-il.

*A lire aussi*

[Espagne : feu vert "historique" pour la régularisation d'un demi-million de migrants](#)

Pour faciliter la mise en œuvre de son plan de régularisation massive des sans-papiers, le gouvernement espagnol a adopté un "décret royal", une réglementation prévue dans la

Constitution qui doit ensuite être publiée au Journal officiel, sans devoir passer par un vote au Parlement, où l'exécutif ne dispose pas de majorité.

Pour être éligibles, les personnes doivent prouver qu'elles vivent en [Espagne](#) depuis au moins cinq mois avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 et ne pas avoir de casier judiciaire.

## **Une course contre la montre**

Les [ONG](#) et associations accréditées par le ministère de la Migration sont en première ligne pour accompagner les demandeurs dans leurs démarches. Sur le terrain, les structures sont déjà saturées.

Dans l'une d'elles, située dans le sud de Madrid, des dizaines de personnes attendent d'être reçues par une assistante sociale pour constituer leur dossier, constate notre correspondante à Madrid, Diane Cambon. "Pour moi, les délais sont très courts, reconnaît Maria Sanchez", coordinatrice sociale. "Ils disposent de seulement deux mois et demi pour présenter le certificat d'antécédent pénal".

Pour la coordinatrice, il faudra encore quelques jours pour que les équipes s'adaptent au dispositif. "Nous avons un peu tâtonné avec les premières personnes qui sont venues ce matin. On ne savait pas comment allait fonctionner le système", explique-t-elle.

"Le rôle des associations reconnues par le ministère des Affaires étrangères va être essentiel, ajoute-t-elle, car la majorité des demandes vont se faire en ligne. En présentiel, le système va être vite saturé"».

Parmi les demandeurs, Nelson, Péruvien, est venu avec tous ses documents soigneusement rangés pour s'inscrire en ligne avec l'aide de l'association. "C'est un soulagement cette loi, car on vient ici pour travailler, pour aider nos familles", confie-t-il. "Moi, je n'en peux plus de marcher dans la rue stressé, pensant que la police va me poser des questions ou m'arrêter. On a envie de vivre bien", poursuit-il.

Dès le dépôt de leur dossier, les [immigrés](#) pourront bénéficier de la sécurité sociale ainsi que d'un permis de séjour d'un an renouvelable.